

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Perigny, le 30/03/2026

ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Perigny

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV SUD OUEST

Chemin Bailloux
33140 Villenave-D'ornon

Références : 0007201294/2026/209

Code AIOT : 0007201294

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2026 dans l'établissement SUEZ RV SUD OUEST implanté LE BOIS ROUSSEAU 17270 Clerac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de la réception du casier n°7 ainsi que dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV SUD OUEST
- LE BOIS ROUSSEAU 17270 Clerac
- Code AIOT : 0007201294
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ R&V Sud-Ouest exploite sur le territoire de la commune de Clérac les installations de traitement de déchets suivantes :

- une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), d'une capacité maximale annuelle de 125 kt depuis le 1er janvier 2023 ,
- une déchèterie collectant les déchets dangereux (6,9 t) et non dangereux (200 m³),
- une installation de traitement d'effluents (lixiviats internes produits par l'ISDND et lixiviats externes).

Le site Clérac I a été mise en service en 1996. Son exploitation a cessé le 31 décembre 2015 conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 juin 2012.

Afin de pérenniser le site, l'exploitant a déposé en 2013 un dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE) un ensemble d'installations de traitement (centre de tri, centre de production de combustibles solides de récupération, installation de méthanisation et de compostage, installation de traitement de terres polluées, déchèterie) et d'élimination (site Clérac II) de déchets. Cet ensemble a été autorisé par arrêté préfectoral du 6 octobre 2014.

Seules les installations mentionnées ci-dessus (ISDND, déchetterie et installation de traitement d'effluents) ont été réalisées et sont exploitées sur le site ; les autres projets prévus dans le dossier n'ont pas été construits.

La société SUEZ R&V SUD OUEST exploite actuellement le sixième casier de l'ISDND.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Barrière de sécurité active	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Drainage des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 06/10/2014, article 8.2.6	Demande de justificatif à l'exploitant	10 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Barrière de sécurité passive	Arrêté Préfectoral du 06/10/2014, article 8.2.4	Sans objet
3	Collecte des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11	Sans objet
5	Vérification de la barrière de sécurité passive	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18	Sans objet
6	Vérification de la barrière de sécurité active	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 19	Sans objet
7	Vérification des travaux du casier	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a respecté les règles de l'art ainsi que la réglementation applicable relative à la création d'un casier dans une ISDND. Le casier n°7 a été réalisé sur le même modèle que le casier n°6. Sur le plan technique, il permet donc la réception des premiers déchets.

Cependant, contrairement au casier n°6, la substitution de 20 cm de la couche drainante par un géocomposite drainant n'a pas été autorisée pour le casier n°7. Ainsi, l'exploitant doit transmettre un rapport à connaissance à l'inspection des installations classées afin de justifier son choix, préciser la méthode de substitution utilisée et démontrer l'équivalence entre cette nouvelle méthode et celle prévue par l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Barrière de sécurité passive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2014, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Barrière de sécurité passive
Prescription contrôlée : Le sous-sol de la zone à exploiter doit constituer une barrière de sécurité passive qui ne doit pas être sollicitée pendant l'exploitation et qui doit permettre d'assurer à long terme la prévention de la pollution des sols, des eaux souterraines et de surface par les déchets et les lixiviats. La barrière de sécurité passive est constituée comme suit : <ul style="list-style-type: none">• Pour le fond du stockage, de haut en bas :<ul style="list-style-type: none">◦ une barrière d'étanchéité d'une épaisseur de 1,10 m constituée de matériaux possédant une perméabilité inférieure à 10^{-9} m/s ;◦ une barrière d'atténuation constituée du terrain naturel ;• Pour les flancs :<ul style="list-style-type: none">◦ une couche de matériaux possédant une perméabilité inférieure à 10^{-9} m/s sur une épaisseur de 1,10 m jusqu'à une hauteur de 2 m mesurée en projection verticale depuis le sommet de la barrière d'étanchéité du fond ;◦ un géosynthétique bentonitique d'une perméabilité inférieure à 5×10^{-11} m/s au-delà. [...] Le respect de ces dispositions doit être démontré dans le dossier de réception des travaux d'aménagement visé à l'article 8.2.9.
Constats : Avant la réalisation de la barrière de sécurité passive (BSP), des essais en laboratoire ainsi que des planches d'essai ont été menés afin de déterminer les conditions nécessaires pour atteindre la perméabilité requise (1.10^{-9} m/s). Les planches d'essai ont été réalisées par la société PIGEON et vérifiées par la société KOMEA. Les détails de la réalisation de ces planches d'essai sont présentés en page 9 et 10 du rapport de conformité transmis par l'exploitant le 12 janvier 2026. Les résultats des essais de perméabilité sur les planches d'essai sont conformes à l'objectif de perméabilité, soit une valeur inférieure à 1.10^{-9} m/s. Ces résultats valident le protocole de mise en œuvre de la barrière de sécurité passive (BSP), qui a été réalisée par la société PIGEON. La BSP a été installée par couches de 35 cm d'épaisseur foisonnée, pour un total de quatre couches. Les contrôles de perméabilités ont été réalisés par la société KOMEA et opérés suivant les

fréquences suivantes :

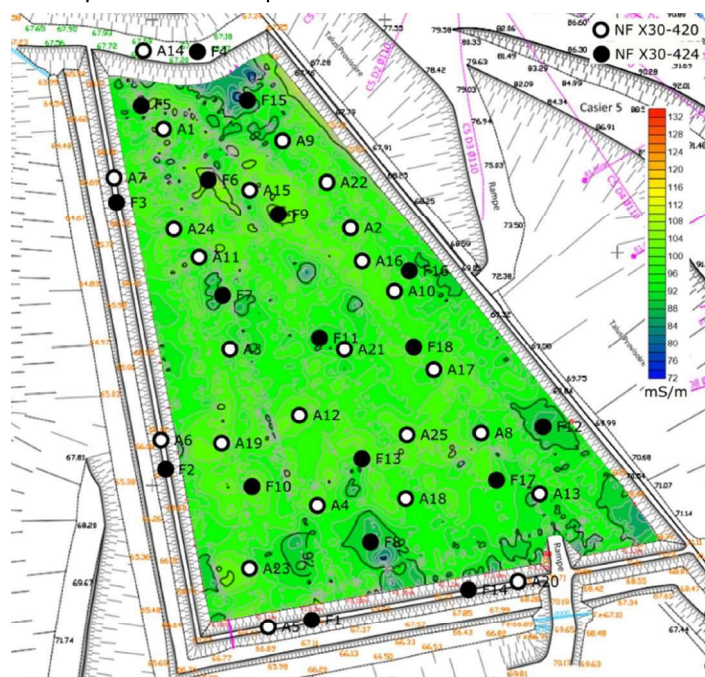
- Pour le fond de casier, une fréquence d'essais de surface de $1/2500 \text{ m}^2$ par couche reconstituée et d'essais en forage d' $1/1\,000 \text{ m}^3$;
- Pour les digues inter-casiers, un essai de surface et un essai en forage pour 100 ml (mètre linéaire) de digues réalisées ;
- Pour la remontée en flanc, un essai de surface et un essai en forage pour 100 ml (mètre linéaire) de cuvelage réalisé.

La perméabilité de la partie supérieure de la barrière de sécurité passive (BSP) a été mesurée par des essais au simple anneau (norme NF X 30-420) et en forage (norme NF X 30-424). L'ensemble des essais réalisés par la société KOMEA est consigné dans l'annexe 8 du rapport de conformité. Par ailleurs, les détails relatifs à la réalisation des essais au simple anneau et en forage sont présentés dans le rapport de conformité transmis par l'exploitant le 12 janvier 2026, aux pages 10 et 11.

Les résultats des mesures de perméabilité sont tous inférieurs à 1.10^{-9} m/s :

- pour le fond de forme : entre 1.10^{-10} m/s et $9.5.10^{-10} \text{ m/s}$;
- pour les remontées en flanc (cuvelage) : entre 1.10^{-10} m/s et $3.1.10^{-10} \text{ m/s}$;
- pour les digues inter-casiers : entre 1.10^{-10} m/s et $6.1.10^{-10} \text{ m/s}$.

L'implantation des essais est présentée ci-après :



La couche de perméabilité inférieure, correspondant à 5 mètres d'une perméabilité de 1.10^{-6} m/s , est assurée par le terrain naturel tel que précisé à l'article 8.2.4 de l'arrêté d'autorisation n° 14-2458 du 6 octobre 2014 :

« La barrière de sécurité passive est constituée comme suit :

- Pour le fond du stockage, de haut en bas :
 - une barrière d'étanchéité d'une épaisseur de 1,10 m constituée de matériaux possédant une perméabilité inférieure à 1.10^{-9} m/s ;
 - une barrière d'atténuation constitué du terrain naturel ;

[...] »

Les levés topographiques de la barrière de sécurité passive (BSP) sont présentés en annexe 4 du rapport de conformité remis par l'exploitant. Ces plans indiquent des épaisseurs mesurées comprises entre 1,10 m et 1,20 m en tout point du casier n°7.

Un géosynthétique bentonitique NAEU BENTOFIX NSP 6000 d'une masse surfacique de 5 kg/m² a été installé par la société BUESA sur le cuvelage (flancs) et les talus périphériques.

Compte tenu des essais de perméabilité présentés dans le rapport de conformité, ainsi que des relevés topographiques transmis par l'exploitant, la barrière de sécurité passive (BSP) est conforme aux prescriptions réglementaires de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2014-2458 du 6 octobre 2014 ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Barrière de sécurité active

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Barrière de sécurité active

Prescription contrôlée :

I. Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé « barrière de sécurité active ».

Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine.

Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.

II. En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à 1.10^{-4} m/s. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

« Le dispositif mentionné au précédent alinéa peut être adapté par le préfet si l'exploitant en fait la demande et démontre l'équivalence du dispositif alternatif souhaité en termes d'évacuation des lixiviats. Toutefois, l'épaisseur de la couche de drainage ne peut être inférieure à 30 centimètres. »

III. Un géotextile anti-poinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane.

Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Constats :**I.**

La société BUESA a réalisé les travaux d'étanchéité :

- Sur le fond de casier (de bas en haut) :
 - Géomembrane polyéthylène haute densité (PEHD) ROWAD HD 2 mm certifiée ASQUAL,
 - Géocomposite drainant AFITEXINOV DRAINTUBE 600HT FT0.5 D25, venant en remplacement de 20 cm des 50 cm des matériaux drainant.
- Sur le cuvelage et les talus périphériques (de bas en haut) :
 - Géosynthétique bentonitique 5kg/m², NAUE BENTOFIX NSP 6000,
 - Géomembrane PEHD ROWAD HD 2 mm certifiée ASQUAL,
 - Géotextile de protection supérieur TENCATE P80 (800 gr/m²) certifié ASQUAL (annexe 13).
- Sur les digues inter casiers (de bas en haut) :
 - Géomembrane PEHD ROWAD HD 2 mm certifiée ASQUAL,

- Géotextile de protection supérieur TENCATE P80 (800 gr/m²) certifiée ASQUAL.

La géomembrane en polyéthylène haute densité (PEHD) est utilisée pour ses propriétés de résistance mécanique, thermique et chimique vis-à-vis des lixiviats, ainsi que pour sa durabilité, lui permettant de conserver ses performances tout au long de la durée d'exploitation et du suivi à long terme (certification ASQUAL).

L'ensemble des éléments détaillant les travaux d'étanchéité est précisé aux annexes 10, 11, 12, 13 et 14 du rapport de conformité du casier n°7.

Le personnel de la société BUESA, responsable de la pose de la géomembrane, est certifié ASQUAL (pages 39 et 40 de l'annexe 14 du rapport de conformité du casier n°7).

II.

L'exploitant indique dans le rapport de conformité du casier n°7, transmis à l'inspection le 12 janvier 2026, avoir remplacé 20 cm de hauteur de couche de drainage par un géocomposite, comme cela avait été fait précédemment pour le casier n°6. Or, le rapport d'inspection n°2022/JLL/102 du 23 février 2022, analysant le porter à connaissance relatif à la substitution de la couche drainante du casier n°6 par la société SOTRIVAL, précise en page 2 que le géosynthétique de drainage sera uniquement installé dans le casier 6.

Par ailleurs, la prise d'acte n°1A 188 97 1 11662 en date du 10 mars 2022 précise :

« [...] je vous informe que je prends acte de votre demande de modification des dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux pour le casier n°6. »

Ainsi, le remplacement de 20 cm de la couche drainante n'a été autorisé que pour le casier n°6.

SUEZ Consulting a effectué 4 interventions de contrôle dans le cadre du contrôle extérieur de la barrière de sécurité active (BSA) du casier n°7. Ces contrôles ont été réalisés via des essais non destructifs suivants :

- Air comprimé : Injection d'air comprimé dans le canal des doubles soudures réalisés à la machine automatique à 2,5 Bars pendant 3 minutes,
- Pointe sèche : Passage de la partie plate d'un tournevis en exerçant une légère pression sur les doubles soudures ou extrusions,
- Prélèvement d'échantillon et essais en laboratoire (par traction-pelage et traction cisaillement)

Le rapport de contrôle extérieur de la BSA présent en annexe 13 du rapport de conformité du casier n°7 ne fait apparaître aucune non-conformité.

Les plans de calepinage du géocomposite de drainage en fond de casier, ainsi que ceux de la géomembrane, sont présentés en annexes 16 et 17 du rapport de conformité du casier n°7.

Le système de drainage est détaillé au point n°3 du présent rapport d'inspection. Un puits de contrôle est positionné en point bas du casier afin de collecter les lixiviats et de les acheminer vers une chambre à vannes située à l'extérieur du casier. Ce puits de contrôle est raccordé au drain et se compose :

- d'une buse en béton perforée de diamètre 1 000 mm,
- d'un matériau drainant,
- et d'un puits en polyéthylène haute densité (PEHD) de diamètre 630 mm et SDR 17.

Les détails de l'installation du puits de contrôle sont présentés aux annexes 25, 26 et 27 du rapport de conformité.

III.

Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert par un géotextile de protection supérieur TENCATE P80 (800 gr/m²) certifiée ASQUAL.

L'aménagement de la barrière de sécurité active (BSA) du casier n°7 respecte l'article 9 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, à l'exception de l'épaisseur de la couche de drainage de 50 cm pour laquelle il n'a pas été demandé d'autorisation de substitution de 20 cm de couche drainante par un géocomposite..

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un porter à connaissance devra être déposé afin de justifier de la substitution des 20 cm de la couche drainante dans le casier n°7 et de préciser si cette modification est envisagée pour les autres casiers. Dans ce cas, l'exploitant justifiera, en se basant sur le casier le plus pénalisant, que l'équivalence du dispositif de drainage alternatif souhaité est démontrée.

Ce porter à connaissance devra exposer les raisons de ces modifications et présenter les équivalences techniques des procédés de substitution sur le casier le plus pénalisant, notamment en termes d'évacuation des lixiviats. L'épaisseur de la couche de drainage ne pourra en aucun cas être inférieure à 30 centimètres.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Collecte des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Collecte des lixiviats

Prescription contrôlée :

I. L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas.

Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.

Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.

Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau de collecte des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers est pris en compte selon des modalités définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

[...]

Constats :

La couche de drainage a été réalisée par la société PIGEON et a fait l'objet d'un protocole d'exécution détaillé, présenté en annexe 18 du rapport de conformité du casier n°7. Elle est constituée, de bas en haut, des éléments suivants :

- des drains PRELEN en PEHD de 200 mm (SDR 11, fentes 2/3) (annexe 19) ;
- une canalisation pleine en PEHD (SDR 11) pour l'évacuation (annexe 20) ;
- une couche de matériaux drainants (granulométrie 20/40 mm) d'une épaisseur de 30 cm (annexe 21).

Le levé topographique, présenté en annexe 22 du rapport de conformité du casier n°7, constate une hauteur de matériaux drainants comprise entre 30 cm et 37 cm. L'exploitant précise, en page 15 de son rapport de conformité, que la perméabilité des matériaux a fait l'objet d'une mesure en laboratoire et que la valeur obtenue est supérieure à 1×10^{-4} m/s.

La collecte des lixiviats dans le casier n°7 s'effectue par gravité. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que la vanne d'obturation du casier n°7 est présente dans la chambre à vannes.

Le réseau de drainage est constitué de canalisations en PEHD de 200 mm de diamètre, conçues pour résister aux agressions chimiques des lixiviats. Une note de résistance à l'écrasement, établie par PRELEN, est présentée en annexe 20 du rapport de conformité.

Les lixiviats du casier n°7 sont acheminés vers les bassins actuels de stockage des lixiviats. Aucun bassin supplémentaire n'a été créé, et les points de rejet vers le milieu naturel restent inchangés.

Compte tenu de la substitution de 20 cm de la couche drainante par un géocomposite drainant, il est interdit que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier dépasse 30 cm (soit l'épaisseur de la couche drainante).

L'exploitant précise dans son rapport de conformité qu'une bavette de séparation, divisant le casier n°7 en deux parties, a été réalisée afin de limiter la production de lixiviats en début d'exploitation. Lors de l'avancement du remplissage du casier, cette bavette sera retirée. Les matériaux utilisés pour sa création (bavette = un merlon de matériaux drainants recouvert d'une géomembrane étanche) seront alors répartis uniformément en fond de casier. Cette bavette a été constatée lors de la visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Drainage des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2014, article 8.2.6

Thème(s) : Risques accidentels, Drainage des lixiviats

Prescription contrôlée :

[...]

Pour cela, le profil des casiers sera en pente conformément aux dispositions prévues dans le dossier de demande, soit une pente minimale de 2 % sur le fond et de 5 % sur les risbermes. Le respect de ces dispositions doit être démontré dans le dossier de réception des travaux visé à

l'article 8.2.9. [...]
Constats : Le relevé topologique final du casier n°7, présenté en annexe 22 du rapport de conformité, constate des pentes en fond de casier comprises entre 2 % et 2,9 %. En revanche, l'exploitant n'apporte pas de justificatif quant au respect d'une pente minimale de 5 % sur les risbermes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier du respect de la pente minimale de 5 % au niveau des risbermes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 10 jours

N° 5 : Vérification de la barrière de sécurité passive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification de la barrière de sécurité passive
Prescription contrôlée : L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. [...] Le programme d'échantillonnage et d'analyse est réalisé selon les normes en vigueur. Le début des travaux pour la réalisation de la barrière passive fait l'objet d'une information à l'inspection des installations classées. Pour chaque casier, les résultats des contrôles réalisés conformément aux dispositions des deux alinéas précédents par un organisme tiers de l'exploitant sont transmis au préfet avant la mise en service du casier Ils sont comparés aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et sont accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation. L'exploitant joint aux résultats précités le relevé topographique du casier, après achèvement du fond de forme.
Constats : Les contrôles de la barrière de sécurité passive (BSP) ont été réalisés par la société KOMEA Infrastructure. L'exploitant précise, en page 9 du rapport de conformité, le programme d'échantillonnage ainsi

que la réalisation des planches d'essais. Ces planches ont été réalisées par la société PIGEON et suivies par la société KOMEA, afin de définir les paramètres de mise en œuvre des argiles de Lapouyade et de Clérac pour atteindre une perméabilité inférieure à 1×10^{-9} m/s.

Les essais de perméabilité ont été réalisés conformément aux normes NF X 30-420 et NF X 30-424.

L'exploitant a transmis le rapport de conformité du casier n°7 le 12 janvier 2026, en vue d'une réception du premier déchet estimée entre fin mars et début avril 2026. Par ailleurs, l'exploitant a informé par courriel l'inspection du début de la réalisation de la barrière de sécurité passive (BSP) le 23 juillet 2024, pour un début des travaux estimé au 1^{er} août 2024.

Le levé topographique, réalisé après l'achèvement du fond de forme, est présenté en annexe 22 du rapport de conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Vérification de la barrière de sécurité active

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification de la barrière de sécurité active

Prescription contrôlée :

Pour le contrôle de la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant de l'exploitant.

Il s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut de fabrication et procède à leur contrôle après leur positionnement.

Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples.

Les contrôles précités sont réalisés par un organisme tiers. L'exploitant met en place une procédure de réception des travaux d'étanchéité. Les résultats des contrôles sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les contrôles de la barrière de sécurité active ont été réalisés par la société SUEZ CONSULTING. Le rapport de contrôle final, remis par SUEZ CONSULTING et présenté en annexe 15 du rapport de conformité, indique que les contrôles visuels, non destructifs et destructifs ont été réalisés. Les non-conformités constatées ont été réparées, puis revérifiées. Aucune non-conformité ne subsiste à ce jour.

Les contrôles par mise en pression du canal central, ainsi que les contrôles des extrusions à la pointe sèche, ont été réalisés et sont détaillés aux pages 5 et 6 du rapport de contrôle final (annexe 15).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Vérification des travaux du casier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des travaux du casier
Prescription contrôlée : [...] II. Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence : - de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ; - des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11). III. Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées. [...]
Constats : L'exploitant a informé l'inspection de la fin des travaux d'aménagement du casier n°7 par la transmission, en date du 12 janvier 2026, d'un dossier de conformité (dossier technique) réalisé par un organisme tiers, SETEC Énergie Environnement. Ce dossier permet d'établir la conformité de l'installation aux prescriptions fixées par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 et l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 14-2458 du 6 octobre 2014. Le dossier de conformité traite notamment les articles 9 « géomembrane et dispositif de drainage » et 11 « équipements de collecte et de stockage des lixiviats » de l'arrêté ministériel du 15 février 2016. La visite du site préalable à tout dépôt de déchets dans un nouveau casier a été réalisé le 4 février 2026 et fait l'objet du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite